

Les nouveaux indicateurs de gouvernance La Mauritanie va-t-elle rater le train ?

Dans presque tous les pays en voie de développement, l'amélioration de la gouvernance est devenue un objectif vital, à atteindre à tout prix, car de plus en plus d'études mettent en évidence une corrélation positive entre la bonne gouvernance et l'accroissement du niveau de vie des populations.

D'ailleurs, et ce n'est un secret pour personne, les bailleurs de fonds et les investisseurs étrangers réclament, depuis longtemps, des institutions fiables et solides pouvant assurer un climat sain pour l'investissement et servir de tremplin pour un développement durable.

Des composantes chiffrables

Dans un nouveau rapport de recherche, publié récemment, la Banque Mondiale, à travers le travail de deux grands spécialistes, MM. Daniel Kaufmann, Directeur du programme gouvernance mondiale à l'Institut de la Banque Mondiale et Aart Kraay, Economiste principal dans le groupe de recherche de ladite institution, propose un tableau de bord à l'échelle mondiale, comprenant des indicateurs de gouvernance.

Dans ce tableau de bord, les auteurs développent et analysent 6 composantes chiffrables de la bonne gouvernance en prenant comme point de départ la fin des années 90 :

1. Etre à l'écoute et rendre compte (mesure les droits politiques, civiles et les droits de l'homme)
2. Instabilité politique et violence (mesure la probabilité de menace de violence contre les gouvernements, voire la probabilité de leur renversement, y compris le terrorisme)
3. Efficacité des pouvoirs publics (mesure la compétence de la bureaucratie et la qualité de la prestation du service public)
4. Fardeau réglementaire (mesure l'incidence de politiques non favorables au marché)
5. Etat de droit (mesure la qualité de la mise en application des contrats, la police et les tribunaux, y compris l'indépendance du judiciaire, et l'incidence de la criminalité)
6. Maîtrise de la corruption (mesure l'abus des pouvoirs publics à des fins lucratives, y compris la grande et la petite corruption -et le détournement des biens de l'Etat par les élites-)

Ces indicateurs tirent leur "légitimité" de centaines de variables mesurant les différents aspects de la gouvernance et provenant de plus de trente sources de données distinctes appartenant à différentes institutions dans le monde entier.

Il s'avère dans cette étude qu'une amélioration dans un pays, par exemple, un écart type dans la qualité de l'Etat de droit (ou de toute autre composante de

la gouvernance) peut, en moyenne, entraîner à long terme une augmentation de 300 % du revenu par habitant. (*)

Ainsi l'amélioration de la gouvernance dans les pays pauvres, comme en Afrique subsaharienne, peut donner des résultats fort concluants et accélérer la réduction de la pauvreté.

La gouvernance à court terme...

Ce rapport a eu le mérite de montrer que la bonne gouvernance n'est plus seulement l'apanage des pays nantis. Des pays pauvres de l'Afrique, de l'Amérique Latine et l'Asie peuvent très rapidement se hisser au niveau de certains pays beaucoup plus riches, en matière de gouvernance, rien qu'en améliorant l'une des composantes incriminées.

Ces indicateurs ont, surtout, mis en évidence le fait que, si la gouvernance peut se détériorer rapidement, ce n'est pas un phénomène à long terme contrairement aux idées reçues.

En effet, en très peu de temps, certains pays ont pu améliorer considérablement leur gouvernance pendant que d'autres ont continué à marquer le pas, si bien qu'en moyenne, la qualité de la gouvernance à l'échelle planétaire est restée stagnante.

Dans cette perspective, les USA sont entrain d'expérimenter leur propre initiative " Compte du Millénaire" qui conditionne le renforcement de l'aide américaine aux pays pauvres à leur performance dans trois domaines politiques : une saine gouvernance, un investissement dans l'humain et l'encouragement de la liberté économique.

Dans ce cadre ces indicateurs sont exploités, notamment, pour classer les pays en fonction de leur niveau de corruption. Mais, en réalité, le champ est beaucoup plus vaste dans la mesure où des groupes de la société civile et des réformateurs politiques, toujours plus nombreux, s'appuient sur ces nouveaux indicateurs pour impulser le changement dans leurs pays.

Le retour au cercle vertueux... La Mauritanie qui avait intégré cette option avec le nouveau millénaire, forte des indices pétroliers confirmés et des potentiels miniers, de façon générale, très encourageants,

s'est retrouvée, à un certain moment, au bord d'un cercle vertueux de développement.

Pendant, aujourd'hui, l'optimisme s'est quelque peu terni, vraisemblablement, du fait de la conjonction de certains événements on ne peut plus intempes-tifs.

En effet, la tentative de prise de pouvoir du 8 juin 2003 a pris de court tout le monde aussi bien les populations, les politiques locaux que les observateurs de la scène politique internationale. Ce coup de force, sorti de nulle part, a lézardé profondément une " stabilité politique " jusqu'alors sacralisée.

Par ailleurs, l'internationalisation du terrorisme sur fonds de guerre en Irak et sous l'ombre ténébreuse du 11 septembre est à l'origine de la crispation ambiante dans notre pays qui commence à perdurer.

Le chapelet d'arrestations des islamistes et / ou sympathisants envenime, non seulement le quotidien du mauritanien, mais place la Mauritanie dans la ligne de mire " des nations civilisées " qui peuvent, à tout moment, déclarer ce grand désert zone à risque.

Si l'on ajoute à ce tableau, une Administration plongée dans l'apathie et l'immobilisme, une Justice qui refuse d'évoluer, une corruption si évidente que certains grands responsables politiques et militaires ne pourraient jamais justifier l'origine de leur " pactole express ".

Il devient évident qu'à l'échelle des nouveaux indicateurs de gouvernance, plus exactement, des 6 composantes énumérées ci-dessus, la Mauritanie ne pourrait prétendre qu'à la composante n° 4, grâce à la politique économique très libérale privilégiée par le gouvernement mauritanien. Pour les autres, et de toute évidence les plus significatives, la Mauritanie semble avoir gâché des opportunités certaines de sortir des sentiers battus et de poursuivre et renforcer ses programmes et stratégies de lutte contre la pauvreté dans un environnement socioéconomique et institutionnel serein.

Toutefois, et c'est à la décharge de notre pays, les indicateurs en question comportent une marge d'erreur et montrent qu'aujourd'hui, en moyenne, ni les pays pauvres ni les pays riches ne sont arrivés à améliorer leurs normes de gouvernance au cours de la dernière décennie.

(*) Banque Mondiale